



Luxembourg, le 17 DEC. 2024

Monsieur Nicolas Wolter
26, um Knupp
L-9672 NOCHER

N/Réf.: 2024-002177

Le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Vu la loi du 23 août 2023 sur les forêts, ci-après « loi du 23 août 2023 » ;

Considérant la demande et les annexes du 2024-002177 versées par Monsieur Nicolas Wolter aux fins d'obtenir l'autorisation pour la coupe d'urgence pour cause de bostryche sur des fonds inscrits au cadastre de la commune de Goesdorf: section A de Nocher, sous les numéros 842/2049 et 842/2050 , au lieu-dit « Auf Hermescht » ;

Considérant que le peuplement en question n'est pas conforme à l'article 8 (5) point 3° étant donné que moins de 40 % des arbres sont affectés par le bostryche. Par conséquent, une coupe d'urgence selon la loi du 23 août 2023 sur les forêts ne peut être autorisée,

Arrête :

Art. unique

L'autorisation sollicitée est refusée.

Informations

Conformément à l'article 8 de la loi du 23 août 2023, aucune autorisation n'est requise pour les coupes inférieures ou égales à 0,5 ha pour autant que l'article 8 (3) est respecté et qu'il est procédé à une reconstitution du peuplement selon les règles de l'art dans les 3 ans qui suivent le déboisement.

Pour de plus amples renseignements, je vous prie de bien vouloir contacter la préposée de la nature et des forêts (Triage de Haute-Sûre-Nord, tél : 621 202 121).

Recours

Contre la présente décision, un recours peut être introduit auprès du Tribunal administratif statuant comme juge du fond. Ce recours doit être intenté par requête signée d'un avocat à la Cour dans un délai de trois mois à partir de la notification de la présente décision.

Dans le délai précité, un recours gracieux peut être introduit par écrit auprès du Service autorisations de l'Administration de la nature et des forêts. Dans ce cas, le délai pour

introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de trois mois pour introduire le recours contentieux devant le tribunal administratif commence à courir.

Une réclamation auprès du Médiateur – Ombudsman peut également être introduite. A noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

Pour le Ministre de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité



Gilles Biver
Conseiller de Gouvernement 1^{er} classe

Copies pour information :

- Arrondissement NORD
- Administration communale de GOESDORF
- Entité mobile